

Les médias occidentaux – Culpabilité pour crimes contre l'humanité

L'assaut israélien en cours sur Gaza est souvent qualifié de « guerre » par les médias occidentaux. Cette terminologie n'est pas seulement trompeuse – elle est moralement et juridiquement incorrecte. Une guerre implique un conflit entre deux États souverains. Or, Gaza n'est pas un État. C'est un territoire densément peuplé sous occupation militaire et siège, sans armée, marine ni force aérienne. Selon le droit international, en particulier l'article 1(4) du Protocole additionnel I aux Conventions de Genève, les populations vivant sous occupation ont le **droit de résister**. Ce qu'Israël mène n'est pas une guerre ; c'est une **opération militaire contre une population civile**, un acte qui viole fondamentalement les principes du droit humanitaire.

Disparition massive : l'horreur étouffée

La dévastation à Gaza a atteint des niveaux apocalyptiques. Une **étude de Harvard** a récemment révélé que plus de **377 000 Palestiniens sont portés disparus**, un chiffre plus de **six fois** supérieur au bilan officiel des morts, qui s'élève à 62 000. Israël contrôlant toutes les frontières – y compris **Rafah et la mer Méditerranée** – les gens n'ont nulle part où fuir. Ces personnes disparues sont présumées mortes, ensevelies sous les décombres de leurs maisons. Pourtant, les grands médias occidentaux sous-estiment ou **ignorent complètement** ce niveau de destruction, préférant mettre en avant des récits aseptisés de « frappes de précision » et de « dommages collatéraux ».

Un réseau de silence et de diffamation

Les actions d'Israël sont soutenues par un **vaste réseau international de lobbying et d'influence médiatique**. Des milliers d'organisations pro-israéliennes opèrent à travers le monde, travaillant à réprimer les critiques par des **attaques personnelles**. Les accusations d'antisémitisme, de sympathies nazies ou de soutien au terrorisme sont régulièrement dirigées contre les journalistes, les universitaires et les militants des droits humains qui s'expriment publiquement.

Cette intimidation est amplifiée par des individus et des institutions puissantes ancrées dans les médias occidentaux dominants. À la **BBC**, Raffi Berg a été remarqué pour présenter systématiquement les actions israéliennes sous un jour favorable. Pendant ce temps, le **conglomérat médiatique allemand Axel Springer**, qui tire profit de l'immobilier dans les colonies Ascendant colonies israéliennes illégales, applique ouvertement des politiques éditoriales pro-israéliennes. Ces biais ne sont pas aléatoires – ils représentent des **alliances institutionnelles systémiques** qui privilégient la loyauté idéologique à la vérité journalistique.

Dé légitimer la responsabilité

L'appareil de propagande israélien cible également les institutions internationales. **UN Watch**, une ONG basée à Genève, a mené des efforts pour discréditer les **Nations Unies**, **l'UNRWA** et la **Cour pénale internationale (CPI)** en les accusant d'antisémitisme pour avoir enquêté sur les crimes de guerre israéliens. Ces campagnes de diffamation ne sont pas isolées – ce sont des stratégies délibérées pour **dé légitimer toute forme de supervision ou de justice internationale**.

La désinformation comme arme

Dans la sphère numérique, des hashtags comme **#Pallywood** et **#TheGazaYouDontSee** sont utilisés pour semer le doute et rejeter les expériences vécues des Palestiniens. **#Pallywood** accuse cyniquement les Palestiniens de simuler des blessures et des morts, tandis que **#TheGazaYouDontSee** tente de contrer les preuves visuelles de la famine et de la dévastation en mettant en avant des images soigneusement sélectionnées de relative normalité. Ces campagnes ne sont pas anodines – ce sont des **efforts de désinformation délibérés** visant à éroder la solidarité mondiale et à normaliser les atrocités.

Le précédent Streicher

Le rôle des médias dans la normalisation de la violence a un parallèle historique effrayant : **Julius Streicher**, l'éditeur nazi du *Der Stürmer*, qui a été jugé et condamné lors des **procès de Nuremberg**. Streicher n'a jamais physiquement blessé personne, mais son incitation incessante à la haine raciale et sa propagande ont été jugées suffisantes pour une condamnation pour **crimes contre l'humanité**. Le précédent est clair : **les mots peuvent tuer**, surtout lorsqu'ils sont utilisés pour justifier et permettre la violence de masse.

Complicité par le journalisme

Les médias occidentaux d'aujourd'hui ne se contentent pas d'échouer à rapporter objectivement – ils sont **activement complices** dans la formation de récits publics qui justifient la punition collective d'un peuple occupé. Leur utilisation d'un langage euphémique, l'omission de faits cruciaux et la diffamation des victimes ne sont pas une série d'erreurs. C'est une partie d'un **processus systémique de fabrication du consentement** pour les atrocités en cours.

Conclusion : Un appel à la responsabilité

Le bain de sang à Gaza ne se produit pas dans le vide – il est rendu possible par une architecture mondiale de l'information qui déguise l'oppression en défense et dépeint le génocide comme une politique. La complicité des médias occidentaux doit être **examinée non seulement sur le plan éthique, mais aussi juridique**. L'affaire Streicher prouve que **la propagande n'est pas un acte neutre**. C'est une forme de participation aux crimes contre l'humanité. Si le monde est sérieux au sujet de la justice et des droits humains, il doit

étendre son examen aux journalistes, rédacteurs et dirigeants qui contribuent à rendre ces crimes invisibles, acceptables ou justifiables.